



DÉCLARATION

94/40

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

DEVANT LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA À HONG KONG

ET L'ASSOCIATION CHINE-CANADA

HONG KONG

Le 1^{er} août 1994

Canada

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie pour le si gentil mot d'introduction. C'est pour moi un grand honneur d'être votre invité aujourd'hui.

Je sais que la Chambre de commerce joue un rôle crucial dans le développement des échanges commerciaux transpacifiques entre le Canada et Hong Kong, et de plus en plus avec la Chine.

L'Association Chine-Canada joue, elle aussi, un rôle à la fois puissant et novateur à cet égard. Je désire vous féliciter, tout particulièrement, pour la création de la nouvelle École internationale canadienne.

Il n'y a dans mon esprit aucun doute que vos deux groupes ont bénéficié des efforts insignes déployés par le commissaire du Canada à Hong Kong, M. John Higginbotham. Comme M. Higginbotham quitte la mission dans quelques jours, j'aimerais saisir cette occasion pour le remercier et pour lui souhaiter bonne chance dans sa nouvelle affectation.

Le nouveau gouvernement libéral du premier ministre Chrétien a fait de l'Asie-Pacifique une région de haute priorité. Nous reconnaissons l'influence économique et politique grandissante de la région, et nous sommes déterminés à nous tourner vers l'Asie, à y établir de nouveaux réseaux de dialogue politique, d'investissement, de commerce et de contacts individuels.

Tel est le but de ma visite en Asie où j'ai foulé le sol de Tokyo, Séoul, Bangkok et Beijing.

Le Canada veut être une force créatrice dans la mise sur pied de nouvelles institutions régionales comme la Coopération économique Asie-Pacifique [APEC], qui constituent un cadre inédit stimulateur de croissance et de coopération. De la même façon qu'il a contribué à la fondation d'organisations qui ont permis la reconstruction de l'Europe d'après-guerre comme l'OTAN [Organisation du Traité de l'Atlantique Nord] ou la CSCE [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe], l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques] et le GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce]. Le rôle transatlantique très important que nous avons joué dans le passé fait que nous sommes à présent prêts à assumer un rôle transpacifique similaire.

J'invite instamment les gens d'affaires de votre communauté à suivre et à appuyer le développement de l'APEC, tout particulièrement au vu de l'adhésion de Hong Kong. Le sort de l'APEC, que cette initiative soit couronnée de succès ou s'avère un échec, aura des répercussions directes pour vous. Un environnement économique et politique stable, une saine gestion des affaires publiques et la primauté du droit sont des objectifs vitaux sur les plans tant régional que national. L'APEC, à l'instar de la nouvelle Organisation mondiale du commerce à

l'échelle mondiale ou de l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain] en Amérique du Nord, est un cadre propre à libérer toute l'énergie du secteur privé en faveur d'une économie prospère.

Le Canada a la réputation d'un pays qui cherche, par la voie diplomatique, des solutions novatrices aux problèmes de sécurité internationale. En collaboration avec d'autres pays, il veut faire sa part en Asie pour préserver et améliorer la paix et la sécurité relativement stables qui règnent dans la région.

Voilà plus de 50 ans que des gardiens de la paix et des observateurs canadiens sont déployés en Asie; nous avons notamment siégé pendant longtemps à la Commission internationale d'observation en Indochine et participons actuellement à la mission d'observation et au programme de déminage qui se déroulent au Cambodge sous l'égide des Nations Unies. Le Canada n'a pas manqué, non plus, le rendez-vous de l'Histoire lorsque d'autres ont préféré la guerre au mépris de la paix, comme l'attestent les nombreuses tombes canadiennes à Hong Kong et en Corée.

Les chances de paix dans l'Asie-Pacifique n'ont jamais été meilleures que maintenant. Il y a à peine quelques jours, j'assistais à la conférence inaugurale du Forum régional des 18 pays membres de l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] à Bangkok. Le Canada est un fervent partisan de ce genre de forum. Les discussions y ont porté notamment, mais non exclusivement, sur la diplomatie préventive, les mesures d'établissement de la confiance, la non-prolifération nucléaire, la restriction de l'accumulation des armes conventionnelles, ainsi que sur la situation en Corée du Nord et dans la région de la mer de Chine méridionale.

Un principe commun se dégagait de toutes les discussions que nous avons eues là-bas, à savoir que les conflits doivent être réglés par le dialogue politique et que la poursuite de la croissance économique dépend d'un environnement stable et pacifique dans toute la région.

CHINE

Quelques mots maintenant sur la politique du Canada à l'égard de la Chine; je sais que ce sujet intéressera plusieurs d'entre vous. Nous sommes bien conscients que la Chine marquera en profondeur l'évolution du monde au XXI^e siècle. Notre relation avec ce pays repose sur quatre piliers égaux : le partenariat économique; un développement durable pour protéger l'environnement; la paix et la sécurité aux niveaux régional et international; et enfin les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit.

Ces quatre piliers ont été abordés dans mes entretiens avec le premier ministre Li Peng, le vice-premier ministre Zou et les ministres des Affaires étrangères et du Commerce. Ces discussions ont grandement contribué à faire avancer nos relations avec la Chine et à ouvrir la voie à des rapports beaucoup plus soutenus, basés sur le respect et l'intérêt mutuels.

À Beijing, j'ai mis l'accent sur la grande complémentarité qui existe entre les besoins économiques de la Chine et les capacités du Canada. J'ai bon espoir que nous assisterons à une intensification de la coopération économique dans une multitude de domaines dont l'énergie, les transports, les télécommunications, la protection de l'environnement, les produits agricoles, les services ainsi que le pétrole et le gaz.

Le Canada a l'intention de favoriser les visites bilatérales de haut niveau avec la Chine afin de promouvoir la coopération économique et le dialogue politique sur les questions de sécurité internationale et régionale de même que les réformes sociales et juridiques. La visite du premier ministre Chrétien en Chine, en novembre, constituera la pièce maîtresse de cette interaction. Fidèle à la formule Équipe Canada, le premier ministre sera accompagné par des ministres, des premiers ministres provinciaux, des maires et plus de 200 gens d'affaires.

Seuls des contacts aussi réguliers et variés permettront à la société chinoise de trouver un équilibre entre son besoin d'ouverture et de liberté et ses impératifs de stabilité et de développement économique.

HONG KONG

J'aimerais maintenant vous parler de Hong Kong. Le Canada et Hong Kong entretiennent des relations privilégiées et dynamiques. De solides liens historiques, commerciaux et familiaux ont contribué à bâtir nos économies et nous enrichissent d'une multitude de façons des deux côtés du Pacifique.

L'émergence de nouveaux liens d'affaires entre le Canada, Hong Kong et la Chine, tributaires des vastes mouvements de population survenus au cours des dernières décennies, présente un intérêt particulier pour le Canada. L'incroyable bassin de talents et de connaissances présent dans la communauté sino-canadienne de Hong Kong, dont de nombreuses figures de proue se trouvent ici aujourd'hui, constitue pour nous un atout très précieux.

Plus de 40 000 Canadiens habitent à Hong Kong. L'an dernier, le Canada a accueilli plus de 30 000 immigrants venus d'ici. Hong Kong est la principale source d'immigration pour le Canada, et nous nous attendons à ce que cela soit encore le cas cette année. Notre secrétaire d'État à l'Asie-Pacifique,

M. Raymond Chan, lui-même immigrant de Hong Kong au Canada, peut témoigner de l'importance croissante de la communauté asiatique dans la vie politique canadienne.

Le Canada et Hong Kong entretiennent en outre des relations commerciales très fructueuses. En 1993, nos échanges bilatéraux ont presque atteint 2 milliards de dollars, et l'investissement de Hong Kong au Canada a été de plusieurs milliards de dollars.

Ce matin, j'ai contribué au renforcement de nos relations en signant un protocole d'entente visant à promouvoir une plus grande coopération culturelle entre le Canada et Hong Kong, et en participant à un échange de lettres relatif à la reconduction de notre accord bilatéral de coopération juridique en matière de lutte contre le trafic de la drogue.

Permettez-moi maintenant d'aborder la question de 1997. Pour toutes les raisons que j'ai mentionnées, le Canada espère ardemment que la transition s'effectuera en douceur, dans l'ordre et dans un esprit de justice, sans affecter le bien-être de l'importante communauté canadienne présente à Hong Kong. Je peux vous garantir que j'ai insisté sur ce point lors de ma rencontre avec les dirigeants chinois à Beijing la semaine dernière.

Les Canadiens continueront de suivre de près les changements auxquels seront confrontées la population et les institutions de Hong Kong dans les prochaines années. Bien que 1997 constituera un tournant majeur de votre histoire, nous sommes persuadés que vous saurez conserver et renforcer votre caractère unique et votre rôle économique crucial. Nous sommes convaincus que tout se passera bien grâce à Hong Kong et à la Chine.

CANADA

Je voudrais enfin me tourner vers la scène économique et politique nationale. Je sais très bien que Hong Kong, qui est un grand centre financier en Asie et une source fort importante d'investissements directs au Canada, revêt un intérêt particulier pour notre économie.

Il ne fait aucun doute que nous connaissons une conjoncture politique stimulante, particulièrement à l'approche des élections québécoises du 12 septembre prochain. Laissez-moi donc vous mettre au courant des derniers faits économiques et politiques.

Notre gouvernement a été élu en prenant un ferme engagement envers la croissance économique et la création d'emplois. Nous savons que les exportations et les investissements étrangers directs joueront un rôle vital dans notre stratégie.

Nous savons aussi qu'une solide gestion financière et la stabilité politique sont essentielles pour attirer

l'investissement étranger. La santé de l'économie est déterminante pour celle de la société. À cet égard, nous nous félicitons des dernières prédictions de l'OCDE selon lesquelles les taux de croissance canadiens dans les années à venir seront les plus élevés parmi les pays du G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés]. Le fait que nous soyons parvenus à ce résultat tout en faisant diminuer l'inflation et augmenter la productivité prouve que le Canada est une base intéressante pour les investissements en Amérique du Nord.

D'autres indicateurs annoncent un renforcement de l'économie. La croissance s'est accélérée depuis un an, stimulée par les exportations et les dépenses des consommateurs. En fait, l'essor récent de l'emploi et le regain de confiance des consommateurs montrent que l'expansion se consolide. Près de 200 000 emplois ont été créés depuis janvier si bien que la situation ressemble maintenant à celle qui avait cours avant la récession. La croissance a été plus forte que ce que nous avons prévu pour 1994; en effet, malgré la remontée des taux d'intérêt, elle devrait dépasser, en termes réels, les 3 p. 100 annoncés dans le budget. Parallèlement, l'inflation se maintient à des planchers records et le gouvernement reste fermement résolu à bien administrer les finances publiques. Nous sommes en voie de réduire le déficit à 3 p. 100 du PIB [produit intérieur brut] en trois ans. L'élimination du déficit sur une période de temps raisonnable reste bien sûr notre objectif ultime.

Les investisseurs étrangers se soucient de notre situation politique. Or ils ne devraient pas s'inquiéter chaque fois que des élections ont lieu au Québec, surtout si, comme l'indiquent les sondages, le peuple québécois reste attaché au Canada. Les tensions entre les provinces et le gouvernement central ne sont pas uniques à notre pays et sont propres à tout système fédéral.

Les Canadiens s'attendent à ce que leurs dirigeants gouvernent avec honnêteté et intégrité. Un gouvernement qui s'acquitte de sa tâche avec sérieux est peut-être plus important qu'une constitution parfaite. Les Québécois le savent aussi. La popularité du premier ministre Chrétien au Québec montre bien que les gens ont confiance en son leadership.

Nous sommes calmes et confiants à la veille des élections au Québec. Nous sommes persuadés que le premier ministre Johnson peut les gagner. S'il en était autrement, permettez-moi de vous rappeler que le Québec a déjà accordé sa confiance au Parti québécois dans le passé, qu'il a ensuite rejeté sa proposition d'indépendance lors d'un référendum et qu'il a réélu ce même parti quelques mois plus tard. Les sondages menés actuellement dans cette province laissent percevoir une dualité très similaire dans l'esprit des Québécois.

Le Québec, lui aussi, a été durement touché par la récession. Or, les Québécois voient que le Canada sort de la crise et je ne pense pas qu'ils soient prêts à compromettre la reprise en votant pour l'indépendance.

Le Canada a été classé premier en ce qui concerne l'indice du développement humain de l'ONU, qui mesure les conditions et la qualité de vie dans tous les pays du monde. Notre pays demeure un excellent endroit où vivre, travailler et investir. Dans un monde agité et incertain, le Canada reste une nation prospère et paisible.

Mesdames et Messieurs, je demande à chacun d'entre vous de collaborer avec nous pour jeter au-dessus du Pacifique encore plus de ponts qui apporteront le savoir et la prospérité au Canada et à Hong Kong.

Merci.